

DISCOURS DE CLÔTURE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

ASSEMBLÉE ANNUELLE 2016 DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Discours de clôture DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS M. PIER CARLO PADOAN

JEUDI 12 MAI 2016

J'aimerais vous féliciter encore une fois, mon cher Suma, pour votre réélection, qui augure bien des années à venir. Vous avez parfaitement résumé les débats extrêmement fournis que nous avons eus.

J'aimerais néanmoins ajouter quelques réflexions qui me tiennent à cœur. Je crois que la discussion a été très stimulante et féconde. Nous avons également pris un certain nombre de décisions importantes, concernant notamment l'affectation du revenu net et l'attribution d'actions supplémentaires à l'Égypte et au Maroc.

Nous sommes à une date-anniversaire et nous sentons – comme vous l'avez très souvent fait remarquer dans vos déclarations et vos commentaires – que nous devons penser ou repenser le concept de transition. Permettez-moi de vous faire part d'une réflexion personnelle concernant la transition. J'estime que la nécessité de la transition est beaucoup plus générale aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans, à une époque où les économies en transition relevaient très spécifiquement d'une aire géographique ou d'une histoire particulière. L'économie mondiale est aujourd'hui construite de telle sorte qu'il n'existe plus guère de pays qui puisse faire l'économie d'une réflexion sur la transition structurelle. Je pense par conséquent que la valeur ajoutée apportée par la Banque va bien au-delà de ses secteurs et de ses pays d'opérations. Elle fournit un capital intellectuel qui doit être plus largement exploité.

Aujourd'hui, la Banque est confrontée à un double défi : elle doit non seulement réexaminer le concept de transition, mais aussi l'appliquer à un cadre général plus large, plus difficile. Ce

réexamen du concept de transition implique une révision des priorités. Les éléments clés dont se sont entretenus les gouverneurs lors de la table ronde sont la transition vers une économie verte, l'égalité des genres et l'inclusion, et bien entendu, le rôle crucial des petites entreprises, de l'innovation et des infrastructures. Nous devons les traduire en conseils pratiques pays par pays.

De plus, j'aimerais souligner un point que vous avez été nombreux à signaler. Les problèmes posés non seulement dans les régions d'opérations, mais également ailleurs, par les importants déplacements de populations actuels ne sont pas près de disparaître. Il ne s'agit pas d'un simple choc qui vient frapper les économies, mais, à mon avis, d'un changement structurel dans la façon dont les pays interagissent. Les institutions, comme les gouvernements, doivent faire tout leur possible pour y apporter des réponses appropriées, dans l'intérêt de tous.

Nous avons beaucoup parlé des caractéristiques de la Banque, des aspects sur lesquels elle devait se concentrer. Je pense qu'il y a beaucoup à partager concernant les objectifs que vient de rappeler M. Suma Chakrabarti, lors de son discours d'introduction et à l'instant. J'approuve aussi totalement l'idée que nous devons renforcer notre collaboration avec les autres IFI et d'autres institutions internationales, précisément parce le contexte mondial est aujourd'hui beaucoup plus difficile qu'il ne l'était auparavant. Nous avons besoin de rassembler toute l'énergie, toutes les ressources et toutes les connaissances dont disposent les différentes organisations internationales.

Nous soutenons tous les efforts de la Banque pour améliorer l'efficacité et l'efficacités, qui devraient nous permettre de continuer à renforcer, optimiser et accélérer notre action, et de doter la Banque d'une base importante pour garantir sa viabilité financière, facteur déterminant, comme cela a été rappelé, en particulier dans le nouveau contexte difficile que nous connaissons.

Permettez-moi de reprendre une question de forme soulevée par le gouverneur représentant la Russie, M. Sergueï Stortchak, afin d'apporter quelques éclaircissements. En d'autres termes, j'aimerais rappeler aux gouverneurs ici présents la nature des réformes appliquées ces deux dernières années au processus de planification. Lors de l'Assemblée annuelle qui a eu lieu à Varsovie en 2014, les gouverneurs ont pris acte d'un rapport du Conseil d'administration

proposant une approche modifiée de la planification au sein de la Banque. Aucune objection n'avait été soulevée à l'époque. La nouvelle procédure chargeait les gouverneurs de fixer les objectifs généraux à moyen terme, via le Cadre stratégique et capitalistique pour la période 2016-2020, de définir la stratégie de la Banque, de revoir son capital et de fournir les contrôles applicables aux résultats obtenus par la Banque sur les plans budgétaire, financier et de la transition. Elle chargeait le Conseil d'administration de fixer un budget en glissement sur trois ans, ainsi qu'un budget annuel, mission conforme au rôle des administrateurs tel que décrit par l'Accord portant création de la Banque. Lors de l'Assemblée annuelle de l'an dernier, à Tbilissi, les gouverneurs ont approuvé le premier Cadre stratégique et capitalistique.

J'aimerais, en conclusion, vous remercier tous, remercier les autorités du Royaume-Uni et de la City de Londres pour leur hospitalité, et bien sûr, j'aimerais remercier tout particulièrement le personnel de la BERD pour son travail excellent, irréprochable, non seulement lors de la préparation de cette réunion mais aussi dans le cadre de ses activités professionnelles quotidiennes, au service, direct ou indirect, de l'ensemble de nos pays.

Ceci m'amène à déclarer officiellement close cette 25^e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. J'espère vous revoir toutes et tous lors de la prochaine Assemblée annuelle, qui aura lieu en mai 2017 à Chypre. Je vous remercie.